

24 juillet 2020, Emmanuel Delahaye

Gouvernement | Entretien

## CEA : Brigitte Klinkert propose que Bas-Rhin et Haut-Rhin se partagent la présidence

Nommée ministre déléguée à l'Insertion le 6 juillet dernier, Brigitte Klinkert s'apprête à céder la présidence du conseil départemental du Haut-Rhin à Rémy With. Mais elle ne s'éloigne pas pour autant des enjeux alsaciens, demeurant plus que jamais engagée en faveur de la future collectivité européenne d'Alsace (CEA). Elle propose que Bas-Rhin et Haut-Rhin se partagent la présidence durant le premier mandat.



Brigitte Klinkert, ce vendredi matin à Colmar. Elle quittera ses fonctions de présidente du conseil départemental ce mercredi 29 juillet, mais demeurera au sein de l'exécutif haut-rhinois. Photo L'Alsace /Vanessa MEYER

Voici trois petites semaines que Brigitte Klinkert a été nommée ministre déléguée à l'Insertion. Passée la première surprise, l'intéressée y insiste : au-delà de sa personne, c'est toute l'Alsace qui se trouve ainsi représentée au gouvernement... Loin de s'effacer au niveau local et régional, elle compte bien d'ailleurs mettre à profit ses nouvelles fonctions gouvernementales au service de la future collectivité européenne d'Alsace (CEA) - laquelle ne réussira que si chacun s'y trouve respecté et traité sur un pied d'égalité, Haut-Rhin et Bas-Rhin confondus. Entretien.

« En entrant au gouvernement, je n'ai pas été "exfiltrée" »

**Brigitte Klinkert, vous l'avez dit le jour même, vous ne vous attendiez pas à devenir ministre... Comment prenez-vous vos marques dans vos nouvelles fonctions ?**

J'ai effectivement eu l'honneur de rejoindre le gouvernement et j'en suis très heureuse. Mon ambition en tant que ministre est de réussir l'insertion. Nous n'avons plus tout à fait 600 jours pour le faire et je vais m'y investir « à 150 % ». L'objectif, c'est de ne laisser personne au bord de la route, de trouver une solution pour chacun. Cela va passer par de nombreux chantiers, notamment le service public de l'insertion, qui doit permettre de mieux accompagner les personnes les plus éloignées de l'emploi. C'est d'autant plus important dans la situation économique que nous connaissons. C'est aussi pour cela que le président de la République et le Premier ministre ont fait de l'emploi, notamment des jeunes, une des grandes priorités du plan de relance.

Pour moi, il n'y a pas de plus belle mission que de servir son pays - et je suis émue en le disant... Mais si ma réponse a été positive, c'est aussi parce que c'est l'opportunité de servir l'Alsace, de la représenter à Paris. Je veux le dire clairement : en entrant au gouvernement, je n'ai pas été « exfiltrée », mais renforcée. Je me sens à présent plus que jamais garante de la réussite de la CEA et en aucun cas ce projet ne peut laisser de place à des rapports de force ou à des enjeux politiques...

■ « Nous devons continuer à privilégier le “nous” au “je” »

**Avez-vous des craintes, pour dire cela ?**

En tout cas, ça va mieux en le disant... Je regrette qu'il y ait déjà pu y avoir des prises de position publiques, ces derniers temps, sans concertation. Moi, ce n'est pas ma méthode. Mon engagement en faveur de la CEA s'est toujours appuyé sur un collectif fort. Nous avons réussi jusqu'ici parce que nous avons privilégié le « nous » au « je », et cela doit continuer. J'échange très régulièrement avec mes collègues ministres à ce sujet et sur les avancées qui seront encore possibles, notamment dans le cadre de la différenciation, puisque Jacqueline Gourault [ministre de la Cohésion des territoires, NDLR] est en train de porter un projet de loi à ce sujet. J'ai par ailleurs proposé à Frédéric Bierry [président du conseil départemental du Bas-Rhin, NDLR], que le premier mandat de la CEA puisse être composé de deux périodes, comme cela se fait dans d'autres institutions : une période avec une ou un président bas-rhinois, puis une autre, avec une ou un président haut-rhinois. Il s'agirait ainsi de montrer concrètement qu'il y a une égalité et une collégialité dans cette nouvelle collectivité, et qu'aucun des deux départements ne dominera l'autre.

C'est ensemble que nous avons imaginé, puis concrétisé la CEA dans la loi, rendue possible aussi par la volonté du président de la République. C'est ensemble que nous devons maintenant faire naître, puis réussir la CEA. Pour que la CEA puisse délivrer tout son potentiel, il faudra que chacun s'y sente respecté et considéré, avec une gouvernance équilibrée et partagée. Je souhaite donc proposer, avec mes collègues haut-rhinois, un schéma de gouvernance politique et géographique global, à l'échelle de l'Alsace - c'est-à-dire un schéma qui prenne en compte la présidence, les vice-présidences, ainsi que la question du siège.

■ « Je souhaite poursuivre mon engagement au sein de l'exécutif départemental »

**À vous écouter, votre entrée au gouvernement ne signe donc pas du tout votre éloignement de l'Alsace et des Alsaciens...**

Sûrement pas ! Simplement, comme je disais tout à l'heure, je m'engage toujours « à 150 % » - or je ne vais pas pouvoir être à la fois à 150 % ministre et à 150 % présidente du conseil départemental. J'ai donc décidé de quitter cette dernière fonction, mais ce faisant, je ne quitte ni les Haut-Rhinois, ni les Alsaciens - au contraire : en accord avec mes collègues élus, je souhaite poursuivre mon engagement au sein de l'exécutif départemental, comme vice-présidente, avec pour mission la CEA et sa dimension européenne. Cela veut dire qu'il y aura des élections à la fin du mois d'août - a priori le 28. J'ai proposé à mes collègues que Rémy With, actuellement premier vice-président, puisse devenir notre nouveau président. J'ai eu la chance et le bonheur de travailler pendant trois ans avec Rémy With à mes côtés, et de pouvoir apprécier ses qualités humaines. Rémy a l'expérience, la solidité, le sens du consensus et celui des territoires... Il est donc à même de remplir cette mission, alors que nous sommes à un moment historique pour notre collectivité.

Concrètement, je quitterai mes fonctions de présidente du conseil départemental ce mercredi 29 juillet, et Rémy With prendra le relais, « l'intérim », jusqu'à l'élection du 28 août. Je suis bien sûr ministre à temps plein, ce qui ne m'empêche pas de revenir en Alsace chaque fin de semaine pour remplir mon rôle d'élue locale.

**Une dernière question, presque subsidiaire : comptez-vous vous prendre position à propos de la future législative partielle prévue à Colmar ? Soutiendrez-vous un candidat ?**

Pour l'instant, je n'ai aucune idée des candidats, l'heure de la campagne n'est pas encore venue... Ce que je peux dire, en revanche, c'est que si je n'ai jamais été une femme de parti, je m'inscris clairement dans la majorité présidentielle. Ce qui me guide, c'est le service de mes concitoyens, et du territoire. Et mon moteur, c'est l'Alsace.